

Le journal allemand WELTWOCHTE écrivait le 28 septembre :

Après dix-huit mois d'un pouvoir incertain, remis en question plus par l'incident Bevan que par l'opposition incessante des Tories au sein desquels se font jour depuis la fin de la guerre des signes de faiblesse, le gouvernement travailliste vient de décider la convocation du corps électoral anglais pour le 25 octobre.

Les conservateurs se montrent plus qu'optimistes en annonçant qu'ils comptent sur une victoire décisive au prochain scrutin. A l'observateur impartial ces assurances paraissent non seulement prématurées mais aussi légèrement exagérées, car si le présent gouvernement a perdu chez les masses une grande partie de son crédit, il ne s'ensuit pas - pour autant qu'on puisse en juger de loin, - que les conservateurs puissent l'inscrire à leur actif. On perçoit chez ceux-ci la même insécurité que celle ressentie dans le parti gouvernemental d'aujourd'hui. Et si le gouvernement est âprement critiqué, on ne ressent pas derrière la critique la conviction absolue que l'on aurait pu faire autrement ou mieux.

Il est certain que c'est sous le régime travailliste que se sont évouées les positions britanniques aux Indes et plus récemment en Iran. Mais le sens du fair play que les Anglais possèdent très développé, leur font admettre que ces pertes ne sont pas consécutives à des erreurs commises par un régime mais qu'elles sont plutôt le développement inéluctable des changements survenus dans le monde depuis 1945 et même depuis 1914. Ce n'est pas le Labour Party qui manquait de la force nécessaire au maintien des positions britanniques aux Indes et en Perse, c'est le peuple anglais qui ne représentait plus la supériorité lui permettant de prétendre à dominer les peuples du Proche et de l'Extrême-Orient. Avec raison, les Anglais ne se sentent plus le peuple maître qu'ils étaient hier. Le splendide isolement, jadis leur idéal, n'agit plus comme stimulant de leur force vive ; il n'est plus qu'une donquichottesque démodée et dangereuse.

Théoriquement, il aurait été possible, en Perse, comme au temps de la splendeur de l'empire britannique, de renverser par intrigue le gouvernement rebelle et de porter au pouvoir un chef ambitieux chargé de suivre, avec l'aide de l'Angleterre, une politique anglophile. Mais pour l'exécution d'une pareil programme, il faut une foi plus solide en la mission mondiale britannique que celle qu'on peut raisonnablement accorder même à Churchill. En 1940, Churchill a eu la force d'insuffler à son pays l'esprit de résistance en dépit d'une situation désespérée et a rendu possible la victoire du monde anglo-saxon sur un Hitler et un Mussolini. Mais cette attitude, aussi héroïque et digne d'admiration qu'elle ait été, a préparé dans les couches élevées britanniques une sorte de pétrification qui a interdit, par la suite, aux hommes d'Etat anglais toute politique dynamique et conductrice.

Hitler voyait juste lorsqu'il déclarait en 1940 que si l'Angleterre ne se décidait pas à demander la paix au plus tôt elle préparerait l'effondrement de ses positions dans le monde. Il eut tort par contre de ne pas deviner que les Anglais sacrifieraient leurs positions mais qu'ils forceraient le dictateur allemand à disparaître. L'Angleterre a choisi la voie du sacrifice ; elle a préféré se diminuer, plutôt que de partager la domination mondiale avec un Hitler.

Toute héroïque et admirable qu'elle fut, cette attitude a maintenant ses conséquences tragiques se traduisant par l'affaiblissement de l'ancien empire britannique et entraînant l'appauvrissement et l'insécurité de ceux qui étaient hier encore les maîtres du monde. Et ceci a plus de poids qu'une victoire travailliste. C'est pourquoi il n'y a pas lieu en somme de prendre au sérieux plus qu'il ne convient les résultats du prochain scrutin puisque toutes ces choses de première importance n'en dépendent pas. Même si - comme on peut s'y attendre dans les circonstances présentes - les conservateurs l'emportent sur leurs adversaires, la politique anglaise n'en subira pas de modifications profondes car les forces vives qui firent l'empire britannique se sont usées dans le combat contre Hitler, et sans elles il n'est plus de politique internationale mondiale possible. Churchill et les observateurs,

Paris, le 4 octobre 1951

-1955-

NOTES SUR L'ECONOMIE CANADIENNELes investissements

A la fin du 1^{er} semestre, l'estimation des projets d'investissements pour 1951 était de \$4.561 millions, soit \$233 millions de plus que l'estimation préliminaire, faite avant qu'on eût annoncé toute l'ampleur du programme de défense et antérieurement à certaines nouvelles susceptibles d'influer sur les plans d'investissements de cette année, notamment l'annulation du supplément d'un sixième sur les prêts consentis aux termes de la loi nationale du logement, la majoration des taux des hypothèques de 5 à 5 1/2%, et l'ajournement à quatre ans de l'amortissement sur les nouveaux investissements de capitaux, que contenait le budget de 1951-52.

C'est là le plus grand programme d'investissements qu'on ait vu, soit 20% en valeur et 10% en volume de plus qu'en 1950 ; et cela est d'autant plus intéressant que le programme de défense est censé absorber 8 à 10% du produit national brut et faire appel sensiblement au même genre de matières et de main-d'oeuvre. Les événements qui ont suivi la première estimation n'ont pas seulement amené une majoration du total de celle-ci, mais aussi un changement considérable dans la composition de ces placements par comparaison avec la première estimation et avec l'an dernier. Les contrats de construction adjugés au premier semestre de cette année s'élèvent à \$1.178 millions, au lieu de \$586 millions en 1950 ; mais la comparaison des pourcentages de chaque catégorie révèle une expansion marquée de la construction industrielle et des ouvrages d'art, surtout pour la défense et le développement des ressources naturelles, aux dépens de la construction des maisons et des locaux de commerce. L'accroissement considérable jusqu'à la fin de mai des importations de fer et d'acier et des dérivés de métaux non ferreux, qui se rattachent directement aux biens de production, indique qu'on est en voie de réaliser les prévisions de dépenses en outillages et installations, qui représentent maintenant \$1.837 millions sur le total de \$4.561 millions.

La construction des habitations en 1951 a débuté avec un report considérable de travaux en cours. A la fin de mai, les nouveaux travaux étaient en recul de 4% sur la même période l'an dernier, mais le nombre des maisons finies s'était accru de 9%. Les projets d'habitations aux termes de l'article 35 de la loi du logement, qui prévoit une participation fédérale, provinciale et municipale à raison de 75/17 1/2% et 7 1/2%, sont en voie de progrès, et on espère entreprendre la construction de 5.000 maisons en Ontario à l'aide de ce mode de financement. Cependant, il y a des obstacles évidents, telles les pénuries locales de bras et de matériaux et l'absence de terrains aménagés ; certaines municipalités trouvent difficile maintenant, sinon impossible, d'étendre leurs services. Si l'on prévoit que le total de maisons achevées sera à peine moindre que l'an dernier (90.000), le report de maisons en cours de construction à la fin de l'année sera peut-être ramené bien au-dessous du chiffre correspondant à la fin de 1950.

Production de minerais et métaux

Les travaux sont commencés au chemin de fer du Labrador, en vue de l'exploitation des minerais de fer de cette région. Si on y ajoute l'accroissement de production de Steep Rock et les agrandissements effectués à Terre-Neuve, ceci devrait porter la production annuelle du minerai de fer au Canada à près de 20 millions de tonnes. La capacité des aciéries et des hauts-fourneaux s'accroît aussi - et l'un des plus grands projets est celui de la Steel Company of Canada, à Hamilton.

Le cuivre accuse une insuffisance, mais un accroissement considérable de la capacité de production, que les hauts prix rendent possible, finira par assurer une production plus grande de cuivre et des métaux auxquels il est associé. Par ailleurs la mine de cuivre d'Eastman, près de Granby (Province de Québec), qui avait été abandonnée il y a une dizaine d'années, vient d'être remise en exploitation par la société "Continental Diamond Drilling" à la suite de nouveaux sondages. En plus du cuivre, à l'état impur dans cette mine, l'on y trouve également du calchopyrite et du cobalt en plus petites quantités. La compagnie de chemin de fer du Canadian Pacifique construit la voie ferrée qui conduira jusqu'à la mine.

Les plans de l'Aluminium Company of Canada pour la construction d'une vaste usine de traitement et d'une centrale d'énergie près de Kitimat, en Colombie Britannique, ont été rendus publics, et un premier contrat de \$ 50.000.000 a été adjugé. Ce projet, joint au programme d'expansion dans le Québec, permettra de produire 550.000 tonnes par année. L'offre du Canada de fournir aux Etats-Unis de l'aluminium à 16 1/2 cents la livre a été rejetée en faveur d'une expansion de l'industrie américaine à des prix de revient plus élevés. Cependant, un contrat à long terme avec le Royaume-Uni a permis à la compagnie de procéder à l'exécution de ses plans, avec l'assurance d'un marché suffisant.

Une intéressante innovation apparaît dans la mise en valeur d'une mine de plomb-zinc-argent dans le nord du Québec, dont les concentrés seront traités par des maisons américaines et canadiennes, associées pour l'extraction des métaux et la fabrication de l'acide sulfurique - l'exploitation, en fait, est l'oeuvre de trois grands usagers.

L'industrie du pétrole

Le développement de l'industrie pétrolière du Canada au premier semestre de 1951 a été marqué par l'arrivée, vers la fin d'avril, de la première expédition de pétrole brut d'Alberta sur le marché ontarien du terminus oriental du pipe-line interprovincial, à Superior, Wisconsin. Pour la production, il en est résulté une majoration immédiate des quotes-parts des puits de 30% (de 75.476 barils par jour à 98.046 barils) ; depuis lors, la tendance a été constamment à la hausse et la production, pour la semaine du 18 juin, a touché un nouveau sommet de 167.004 barils par jour pour les 2.324 puits. Elle va probablement se tenir à ce niveau ou presque d'ici la fermeture de la navigation sur les Grands Lacs pour l'hiver.

Comme développements parallèles, mentionnons l'accélération du programme d'expansion des raffineries en Ontario, la construction d'un pipe-line pour les dérivés de Sarnia à Toronto, qui va desservir la plus grande partie du sud-ouest de cette province, et l'addition de plusieurs unités à la flotte de bateaux-citernes sur les Grands Lacs. Pour les six premiers mois de 1951, le Canada a extrait une moyenne de 108.000 barils de pétrole brut par jour, alors qu'en 1950 cette moyenne avait été de 67.900 barils par jour. Cet accroissement représente un progrès de 59.1 % et place le Canada à la tête des nations qui ont le plus accru leur production de pétrole en un an. Viennent ensuite le Moyen-Orient (Iraq et Kuwait) avec 41 %, l'Arabie Séoudite avec 37% et la partie de l'Ile Bornéo sous mandat britannique avec 35%.

Investissements britanniques

La Grande-Bretagne fait de nouveau son apparition sur le marché des capitaux. Bien qu'on ne possède pas de chiffres précis, on croit qu'elle augmentera cette année, ses placements au Canada de \$ 50.000.000 à \$ 100.000.000.

Les industriels britanniques préparent l'acquisition d'entreprises d'énergie électrique en Ontario et en Colombie Britannique ; le Gouvernement du Royaume-Uni donne l'exemple en plaçant \$ 40.000.000 dans l'important projet de l'industrie canadienne de l'aluminium dans l'ouest. Ce placement est fait sous forme de prêt consenti à l'Aluminium Company of Canada, qui entreprend la construction d'une gigantesque usine d'aluminium de \$ 500.000.000 au coeur de la Colombie Britannique.

Plus tard sera envisagé peut-être le placement de capitaux dans des entreprises se livrant à l'exploitation des ressources naturelles, en particulier du cuivre et du zinc.

Cette nouvelle ligne de conduite du Gouvernement anglais favorise l'émigrant, aussi bien que l'industriel. En effet, on permet maintenant à l'émigrant d'emporter une plus forte somme d'argent en quittant le pays. Jusqu'ici, il ne pouvait emporter que 1.000 livres sterling pour quatre ans ; or, ce montant a été augmenté de 400 livres sterling pour chaque personne à sa charge.

Allocation d'acier américain

Le Canada est inclus dans la liste de consommateurs étrangers qui bénéficieront d'alllocations d'acier américain d'après le régime des répartitions.

Le Canada obtiendra 233.750 tonnes d'acier, 1.210.000 livres de cuivre et 610.000 livres d'aluminium.

D'après le Ministère de la Production de Défense, ces chiffres correspondent à l'allocation accordée au Canada pour le quatrième trimestre 1951.

L'uranium du Saskatchewan

"La route de l'Uranium", qui va de Black Bay sur le Lac Athabaska à l'Eldorado Ace Lake Mine, est en construction. Des ingénieurs sont en train de faire les plans de la ville Uranium City qui doit être construite bientôt à 450 milles au nord-ouest de Prince Albert, près des mines d'uranium. La construction de l'aéroport près de Ace Lake Mine a aussi été commencée. La mine de Ace Lake devrait être en opération en 1953.

La France et l'Angleterre jugées (suite)

Parallèlement à celui de la Grande-Bretagne, l'affaiblissement de la France fut perceptible dès la guerre de 1914-18 et devint plus visible encore après 1939 ; la volonté de résistance à l'agression hitlérienne ne fut pas ce qu'on pouvait attendre. Dans les années qui suivirent, le Mouvement de Résistance et la décision habile de de Gaulle fournirent à la France la possibilité de se trouver en 1945, aux côtés de l'Angleterre, dans le camp des vainqueurs. Mais, autant sinon plus que le gouvernement de coalition Churchill, le gouvernement français avait perdu de sa force interne, et si l'on assista après la guerre à une résurrection du peuple français, il ne fut pas donné de constater la même vitalité chez ses dirigeants dont l'impuissance se manifesta moins en politique extérieure qu'en politique intérieure. Et l'on assiste au jeu habituel des crises gouvernementales qui rendent impossible au pouvoir central toute consolidation des positions françaises dans le monde. Quelques hommes, parmi lesquels le patient et intelligent Schuman, ont bien compris qu'une politique à la Richelieu n'est plus de mise en Europe et qu'il faut partir de nouvelles bases. Cette façon de voir a trouvé un écho dans la grande masse du peuple mais certaines personnalités s'y refusent, tel Jules Moch qui n'a pu jusqu'à présent se débarrasser de ses idéologies de Résistant, tel de Gaulle qui ne veut pas se rendre compte que tout en faisant partie des vainqueurs, la France n'est plus à même d'affirmer une prétention quelconque à dominer.

Jusqu'à présent, le monde n'a retenti que des prétentions de chaque nation et rien n'a été fait en vue d'une véritable et loyale collaboration des peuples. Les discours et les résolutions enthousiastes n'ont certes pas manqué mais en tout pays l'élan a manqué pour un travail pratique et constructif, et la formation d'une armée défensive européenne s'avérait encore problématique il y a encore peu de mois. Aux yeux des responsables américains, la possibilité de défendre l'Europe apparaît peu à peu si précaire qu'ils se sont décidés à placer les puissances européennes devant l'alternative : l'union des Etats européens se fera ou bien l'Amérique se verra obligée d'abandonner ses positions défensives en Europe. Cette alternative brutale a été comprise à Londres comme à Paris et plus loin encore à Bonn. Là, les militaires ont dû abandonner leur orgueilleuse position : "Sans moi", et de leur côté, les responsables de Paris et de Londres ont fini par accepter le principe de la formation de divisions allemandes après que les généraux d'outre-Rhin eurent déclaré catégoriquement que sans unités nationales l'Europe n'était pas défendable contre une attaque venant de l'Est.

Ainsi sous la pression de l'Est et de l'Ouest paraît enfin devoir se faire l'unité européenne qui, sous l'égide de Napoléon ni plus tard sous l'égide de Guillaume II et ensuite d'Hitler, n'avait pu être réalisée.

Les événements se chargent de convaincre mieux que les discours aussi persuasifs qu'ils puissent être. Car leurs arguments peuvent être réfutés par d'autres arguments tirés non de la raison pure mais de sentiments qui tiennent de la glorieuse nationalité de l'Europe. Le besoin populaire de se faire valoir.

JE TIENS A VOTRE DISPOSITION, EN COMMUNICATION, des notes sur :

- 1) l'accord commercial franco-danois paraphé à Copenhague le 15 septembre 1951 (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre I949 du 25 septembre);
- 2) l'allocution du Ministre du Commerce et des Relations Economiques Extérieures sur une proposition tendant à un abaissement général des tarifs douaniers, présentée par la délégation française lors de la dernière assemblée du G.A.T.T. (déjà proposée avec ma lettre n° I954 du 2 octobre);
- 3) l'accord du 7 septembre 1951 intervenu entre la France et la Pologne sur le règlement par la Pologne des créances financières françaises (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre n° I949 du 25 septembre) ;
- 4) la liste des marchandises déjà libérées dans le cadre de l'OECE dont le Gouvernement Néerlandais, ayant constaté que le pourcentage des libérations effectives avait dépassé 60% et atteint 64%, a, devant la nécessité de réaliser une économie de devises, décidé de restreindre, à dater du 1er septembre 1951, la liberté des importations (déjà proposée dans un "En Vrac" de ma lettre n° I949 du 25 septembre) ;

.....

-
- 5) le nouvel accord israélo-néerlandais (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre n° I949 du 25 septembre) ;
 - 6) le marché et l'Industrie de la laine au Canada.
-